



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Public Works and Government Services Canada

ATB Place North Tower

10025 Jasper Avenue

Edmonton

Alberta

T5J 1S6

Bid Fax: (780) 497-3510

INVITATION TO TENDER

APPEL D'OFFRES

**Tender To: Public Works and Government Services
Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

Soumission aux: Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici et sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada

Northern Contaminated Site Program

ATB Place North Tower

10025 Jasper Avenue

Edmonton

Alberta

T5J 1S6

Title - Sujet Traitement des sols du CEOA	
Solicitation No. - N° de l'invitation EW699-181490/B	Date 2017-10-23
Client Reference No. - N° de référence du client PSPC-EW699-181490	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$NCS-014-11206
File No. - N° de dossier NCS-7-40140 (014)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-10-30	
Time Zone Fuseau horaire Mountain Daylight Saving Time MDT	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Giguere, Mario	Buyer Id - Id de l'acheteur ncs014
Telephone No. - N° de téléphone (780) 246-0393 ()	FAX No. - N° de FAX (780) 497-3510
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES CANADA ATB PLACE, NORTH TOWER 10025 JASPER AVE EDMONTON Alberta T5J1S6 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Services publics et Approvisionnement Canada
5^e étage, 10025 avenue Jasper N-O
Edmonton, Alberta T5J 1S6**

Les entreprises qui souhaitent présenter des offres pour ce projet devraient se procurer les documents d'appel d'offres auprès de service SEAOG sur <http://achatsetventes.gc.ca/appels-d-offres>, un site Web du gouvernement du Canada.

Les entreprises qui se procurent des documents d'appel d'offres ource que le site officiel risquent de recevoir une documentation incomplète.

INVITATION À SOUMISSIONNER

Déclassement de l'unité de traitement des sols du centre d'entretien des opérations aériennes
Aéroport international d'Edmonton, Edmonton, Alberta

AVIS IMPORTANT AUX SOUMISSIONNAIRES

RÉÉMISSION D'UNE DEMANDE DE SOUMISSION

Cette demande de soumissions annule et remplace la demande de soumissions numéro EW699-181490/A datée du 2017-10-06, dont la date de clôture était le 2017-10-19, à 14:00 (HAR). Un compte rendu ou une rencontre de rétroaction sera offert sur demande aux soumissionnaires, aux offrants ou aux fournisseurs qui ont présenté une offre dans le cadre de la demande de soumissions précédente.

PAIEMENT SANS DÉLAI DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Principes en matière de paiement sans délai

Services publics et Approvisionnement Canada est d'avis que ces trois principes devraient régir le versement des paiements faits au titre des contrats de construction :

- Rapidité : Le Ministère examinera et traitera les factures dans les meilleurs délais. En cas de différend, Services publics et Approvisionnement Canada paiera les éléments non contestés, tout en s'employant à résoudre la question du montant contesté de façon rapide et équitable
- Transparence : Le Ministère rendra publics les renseignements sur les paiements versés au titre des contrats de construction, comme les dates de versement des paiements, ainsi que le nom des entreprises, les numéros de contrat et de projet; de leur côté, les entrepreneurs devraient communiquer ces renseignements aux paliers inférieurs
- Responsabilité partagée : Les payeurs et les bénéficiaires sont tenus de respecter les conditions de leurs contrats, entre autres leurs obligations liées au versement et à la réception des paiements, ainsi que d'adopter les pratiques exemplaires de l'industrie

Pour plus de renseignements : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/biens-property/divulgarion-disclosure/psdic-ppci-fra.html>

APPUYER LE RECOURS AUX APPRENTIS

Le gouvernement du Canada propose de soutenir l'embauche d'apprentis dans le cadre des projets de construction et d'entretien du gouvernement fédéral. Afin de supporter l'initiative une attestation volontaire est à compléter à l'appendice 4 confirmant l'intention du soumissionnaire d'employer et former de la main d'œuvre.

MISE À JOUR SUR L'UTILISATION DE L'AMIANTE DE TPSGC

En date du 1^{er} avril 2016, tous les contrats de Travaux publics et services gouvernementaux Canada (TPSGC) qui portent sur des projets de nouvelle construction et des rénovations importantes interdiront l'utilisation des matériaux de construction contenant de l'amiante. Pour de plus amples informations veuillez consulter ce lien

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/comm/vedette-features/2016-04-19-00-fra.html>

AJOUT DE TERMINOLOGIE

Prendre connaissance à la condition supplémentaire CS03 de l'ajout de terminologie à la clause R2810D.

TABLE DES MATIÈRES

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX SOUMISSIONNAIRES (IP)

- IP01 Documents de soumission
- IP02 Demandes de renseignements pendant l'appel d'offres
- IP03 Visite des lieux
- IP04 Révision des soumissions
- IP05 Résultats de l'appel d'offres
- IP06 Fonds insuffisants
- IP07 Période de validité des soumissions
- IP08 Documents de construction
- IP09 Programme de CAT et de sécurité
- IP10 Sites Web

R2710T INSTRUCTIONS GÉNÉRALES - SERVICES DE CONSTRUCTION - EXIGENCES RELATIVES À LA GARANTIE DE SOUMISSION (IG) (2017-09-21)

Les articles suivants de la clause R2710T sont reproduits sur le site Web <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>

- IG01 Dispositions relatives à l'intégrité - soumission
- IG02 La soumission
- IG03 Identité ou capacité civile du soumissionnaire
- IG04 Taxes applicables
- IG05 Frais d'immobilisation
- IG06 Immatriculation et évaluation préalable de l'outillage flottant
- IG07 Liste des sous-traitants et fournisseurs
- IG08 Exigences relatives à la garantie de soumission
- IG09 Livraison des soumissions
- IG10 Révision des soumissions
- IG11 Rejet de la soumission
- IG12 Coûts relatifs aux soumissions
- IG13 Numéro d'entreprise – approvisionnement
- IG14 Respect des lois applicables
- IG15 Approbation des matériaux de remplacement
- IG16 Évaluation du rendement
- IG17 Conflit d'intérêts / Avantage indus.
- IG18 Code de conduite pour l'approvisionnement-soumission

DOCUMENTS DU CONTRAT (DC)

CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS)

- CS01 Exigences relatives à la sécurité industrielle, lieu de sauvegarde des documents
- CS02 Condition d'assurance
- CS03 Interprétation
- CS04 La santé et la sécurité au travail

FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION (SA)

- SA01 Identification du projet
- SA02 Nom commercial et adresse du soumissionnaire
- SA03 Offre
- SA04 Période de validité des soumissions
- SA05 Acceptation et contrat
- SA06 Durée des travaux
- SA07 Garantie de soumission

SA08 Signature

APPENDICE 1 – FORMULAIRE DE PRIX COMBINÉS

APPENDICE 1A – TABLEAU DE VENTILATION DES COÛTS

APPENDICE 1B – TABLEAU DE VENTILATION DE BDPC-1

APPENDICE 2 – DISPOSTION RELATIVES À L'INTÉGRITÉ

APPENDICE 3 – LISTE DES SOUS-TRAITANTS

APPENDICE 4 – ATTESTATION VOLONTAIRE À L'APPUI DU RECOURS AUX APPRENTIS

ANNEXE A – ATTESTATION D'ASSURANCE

ANNEXE B – RAPPORT VOLONTAIRE D'APPRENTIS EMPLOYÉS PENDANT LES CONTRATS

ANNEXE C – CADRE DE RÉFÉRENCE

ANNEXE D – SPÉCIFICATIONS

ANNEXE E – DIAGRAMME DU SITE

ANNEXE F – RAPPORT DES ACTIVITÉS DE SURVEILLANCE SUIVANT LES MESURES CORRECTIVES

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX SOUMISSIONNAIRES (IP)

IP01 DOCUMENTS DE SOUMISSION

1. Les documents suivants constituent les documents de soumission:
 - a. Appel d'offres - Page 1;
 - b. Instructions particulières aux soumissionnaires
 - c. Instructions générales – services de construction – exigences relatives à la garantie de soumission R2710T (2017-09-21)
 - d. Clauses et conditions identifiées aux "Documents du contrat";
 - e. Dessins et devis;
 - f. Formulaire de soumission et d'acceptation et tout appendice s'y rattachant; et
 - g. Toute modification émise avant la clôture de l'invitation.

La présentation d'une soumission constitue une affirmation que le soumissionnaire a lu ces documents et accepte les modalités qui y sont énoncées.

2. Les Instructions générales - Services de construction - Exigences relatives à la garantie de soumission R2710T sont incorporées par renvoi et reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide des CCUA est disponible sur le site Web de TPSGC: <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>

IP02 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PENDANT L'APPEL D'OFFRES

1. Toute demande de renseignements sur l'appel d'offres doit être présentée par écrit à l'autorité contractante dont le nom figure à l'Appel d'offres - Page 1 à l'adresse courriel mario.giguere@tpsgc-pwgsc.gc.ca, et ce le plus tôt possible pendant la durée de l'invitation. À l'exception de l'approbation de matériaux de remplacement, comme cela est décrit à l'IG15 de la R2710T toutes les autres demandes de renseignements devraient être reçues au moins trois (3) jours civils avant la date de clôture de l'invitation afin de laisser suffisamment de temps pour y répondre. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après cette date, il est possible qu'on ne puisse y répondre.
2. Pour assurer la cohérence et la qualité de l'information fournie aux soumissionnaires, l'autorité contractante examinera le contenu de la demande de renseignements et décidera s'il convient ou non de publier une modification.
3. Toutes les demandes de renseignements et autres communications envoyées avant la clôture de l'appel d'offres doivent être adressées UNIQUEMENT à l'autorité contractante dont le nom figure à l'Appel d'offres - Page 1. Le défaut de se conformer à cette exigence pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

IP03 VISITE DES LIEUX

1. Il n'y aura pas de visite des lieux.

IP04 RÉVISION DES SOUMISSIONS

Une soumission peut être révisée par lettre ou par télécopie conformément à l'IG10 de la R2710T. Le numéro du télécopieur pour la réception de révisions est le 780-497-3510.

IP05 RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES

1. Un dépouillement public des soumissions aura lieu au bureau désigné sur la page frontispice «Appel d'offres» (coin supérieur gauche) pour la réception des soumissions, peu de temps après l'heure indiquée pour la clôture des soumissions.
2. L'entrepreneur ayant fourni la soumission recevable la plus basse sera recommandée pour l'octroi du contrat.
3. Après la date de clôture pour la réception des soumissions, on peut demander les résultats de l'appel d'offres en communiquant au numéro de téléphone 780-246-0393 ou de télécopieur 780-497-3510.

IP06 FONDS INSUFFISANTS

Si la soumission conforme la plus basse dépasse le montant des fonds alloués par le Canada pour les travaux, le Canada pourra

- a. annuler l'appel d'offres; ou
- b. obtenir des fonds supplémentaires et attribuer le contrat au soumissionnaire ayant présenté la soumission conforme la plus basse.

IP07 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS

1. Le Canada se réserve le droit de demander une prorogation de la période de validité des soumissions tel que précisé à la SA04 du Formulaire de soumission et d'acceptation. Dès réception d'un avis écrit du Canada, les soumissionnaires auront le choix d'accepter ou de refuser la prorogation proposée.
2. Si la prorogation mentionnée à l'alinéa 1. ci-haut est acceptée par écrit par tous les soumissionnaires qui ont présenté une soumission, le Canada pourra poursuivre alors sans tarder l'évaluation des soumissions et les processus d'approbation.
3. Si la prorogation mentionnée à l'alinéa 1. ci-haut n'est pas acceptée par écrit par tous les soumissionnaires qui ont présenté une soumission, le Canada pourra alors, à sa seule discrétion,
 - a) poursuivre l'évaluation des soumissions de ceux qui auront accepté la prorogation proposée et obtenir les approbations nécessaires; ou
 - b) annuler l'appel d'offres.
4. Les conditions exprimées dans les présentes ne limitent d'aucune façon les droits du Canada définis dans la loi ou en vertu de l'IG11 de R2710T.

IP08 DOCUMENTS DE CONSTRUCTION

À l'attribution du contrat, une copie électronique des dessins signés et scellés, du devis et des modifications sera fournie à l'entrepreneur retenu.

IP09 PROGRAMME DE CAT ET DE SÉCURITÉ

1. Avant l'attribution du contrat, le soumissionnaire retenu remettra à l'autorité contractante les documents suivants :
 - 1.1 un énoncé de tarification des primes de la Commission des accidents du travail - Alberta, ou la documentation équivalente d'une autre juridiction;
 - 1.2 une lettre d'attestation de la Commission des accidents du travail, qui indique les directeurs, les supérieurs, les propriétaires et les partenaires qui seront sur le site ou qui prévoient l'être, et qui seront indemnisés, ou la documentation équivalente d'une autre juridiction; et;

- 1.3 un certificat de reconnaissance ou un plan de sécurité enregistré, accepté par l'autorité compétente. Un programme de santé et de sécurité, exigé par la loi sur la santé et la sécurité au travail de la province ou du territoire en question, serait accepté en remplacement du certificat de reconnaissance ou du plan de sécurité enregistré. Si aucun n'est requis par la loi, remplir et retourner plutôt le formulaire de déclaration ci annexé.
2. Le soumissionnaire retenu remettra tous les documents précités à l'autorité contractante au plus tard à la date précisée (habituellement trois à cinq jours après l'avis) par l'autorité contractante. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non conforme.

IP10 SITES WEB

La connexion à certains des sites Web se trouvant aux documents d'appel d'offres est établie à partir d'hyperliens. La liste suivante énumère les adresses de ces sites Web.

Appendice L du Conseil du Trésor, Compagnies de cautionnement reconnues

<http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14494§ion=text#appL>

Achats et ventes

<https://achatsetventes.gc.ca/>

Sanctions économiques canadiennes

<http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=fra>

Rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur (Formulaire PWGSC-TPSGC 2913)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/2913.pdf>

Cautionnement de soumission (formulaire PWGSC-TPSGC 504)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/504.pdf>

Cautionnement d'exécution (formulaire PWGSC-TPSGC 505)

http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/505_fra.pdf

Cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux (formulaire PWGSC-TPSGC 506)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/506.pdf>

Guide des clauses et conditions uniformisées d'achats (CCUA)

<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>

Services de sécurité industrielle

<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>

TPSGC, Code de conduite pour l'approvisionnement

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/contexte-context-fra.html>

TPSGC, Formulaires relatifs à l'administration des contrats de construction et de services d'experts-conseils

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>

Formulaire de déclaration

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/formulaire-form-fra.html>

Accord Commerciaux

<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/Cadre-strat-gique-et-juridique/Accords-commerciaux>

DOCUMENTS DU CONTRAT (DC)

1. Les documents suivants constituent le contrat:
 - a. Page « Contrat » une fois signée par le Canada;
 - b. Formulaire de soumission et d'acceptation et tout Appendice s'y rattachant rempli(s) en bonne et due forme;
 - c. Dessins et devis;
 - d. Conditions générales et clauses:

CG1	Dispositions générales – Services de construction	R2810D	(2017-08-17);
CG2	Administration du contrat	R2820D	(2016-01-28);
CG3	Exécution et contrôle des travaux	R2830D	(2015-02-25);
CG4	Mesures de protection	R2840D	(2008-05-12);
CG5	Modalités de paiement	R2850D	(2016-01-28);
CG6	Retards et modifications des travaux	R2860D	(2016-01-28);
CG7	Défaut, suspension ou résiliation du contrat	R2870D	(2008-05-12);
CG8	Règlement des différends	R2880D	(2016-01-28);
CG9	Garantie contractuelle	R2890D	(2014-06-26);
CG10	Assurances	R2900D	(2008-05-12);
	Coûts admissibles pour les modifications de contrat sous CG6.4.1	R2950D	(2015-02-25);
	Conditions supplémentaires		
 - e. Toute modification émise ou toute révision de soumission recevable, reçue avant l'heure et la date déterminée pour la clôture de l'invitation;
 - f. Toute modification incorporée d'un commun accord entre le Canada et l'entrepreneur avant l'acceptation de la soumission; et
 - g. Toute modification aux documents du contrat qui est apportée conformément aux conditions générales.
2. Les documents identifiés par titre, numéro et date ci-dessus sont intégrés par renvoi et sont reproduits dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide des CCUA est disponible sur le site Web de TPSGC: <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>
3. La langue des documents du contrat est celle du Formulaire de soumission et d'acceptation présenté.

CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS)

CS01 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ INDUSTRIELLE, LIEUX DE SAUVEGARDE DES DOCUMENTS.

Ce contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

CS02 CONDITIONS D'ASSURANCE

1) Polices d'assurance

- a) L'entrepreneur souscrit et maintient, à ses propres frais, les polices d'assurance conformément aux exigences de l'Attestation d'assurance. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada.
- b) Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue. L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

2) Période d'assurance

- a) Les polices exigées à l'Attestation d'assurance doivent prendre effet le jour de l'attribution du contrat et demeurer en vigueur pendant toute la durée du contrat.
- b) Il incombe à l'entrepreneur de fournir et de maintenir la couverture pour produits/travaux complétés de sa police d'assurance responsabilité civile des entreprises et ce pour un délai minimum de (6) six ans suivant la date du Certificat d'achèvement substantiel.

3) Preuve d'assurance

- a) Avant le début des travaux, et au plus tard trente (30) jours après l'acceptation de sa soumission, l'entrepreneur doit remettre au Canada une Attestation d'assurance sur le formulaire fournis.
- b) À la demande du Canada, l'entrepreneur doit fournir les originaux ou les copies certifiées de tous les contrats d'assurance auxquels l'entrepreneur a souscrit conformément à l'Attestation d'assurance.

4) Indemnités d'assurance

En cas de sinistre, l'entrepreneur doit faire sans délai toutes choses et exécuter tous documents requis pour le paiement de l'indemnité d'assurance.

5) Franchise

L'entrepreneur doit assumer le paiement de toutes sommes d'argent en règlement d'un sinistre, jusqu'à concurrence de la franchise.

CS03 INTERPRÉTATION

La Condition générale CG1.1.2 de la clause R2810D est modifié pour inclure les nouvelles terminologies suivantes

- « Services d'architecture et de génie » : services pour fournir une gamme de rapports d'enquêtes et de recommandations, la planification, la conception, la préparation ou la supervision de travaux de construction, de réparation, de rénovation ou de restauration et inclut les services de gestion de contrats, de projets immobiliers.
- « Services de construction » :

la construction, la réparation, la rénovation ou la restauration d'un ouvrage à l'exception d'un navire et qui comprend; la fourniture et l'érection d'une structure préfabriquée; le dragage; la démolition; les services environnementaux liés à un bien immobilier; ou, la location d'outillage destiné directement ou indirectement à l'exécution des services de construction mentionnés ci-dessus.

- « Services d'entretien d'installations » : services liés aux activités normalement associées à l'entretien d'une installation et le maintien des espaces, des structures et des infrastructures en bon état de fonctionnement, d'une manière routinière, prévue ou anticipée pour éviter la défaillance et / ou la dégradation, incluant des services d'inspections, d'essais, d'entretien, de classification quant à l'état de fonctionnement, de réparations, de reconstruction et de remise en état, ainsi que la fourniture de services d'entretien ménager, d'enlèvement des déchets, de déneigement, d'entretien des pelouses, de remplacement des revêtements de sol, d'appareils d'éclairage ou de plomberie, de peinture, et autres petits travaux.

CS04 LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL

1. EMPLOYEUR/ENTREPRENEUR PRINCIPAL

- 1.1 L'entrepreneur doit, aux fins des règlements de l'Alberta sur la sécurité et la santé au travail, et pour la durée du travail :
 - 1.1.1 agir en tant qu'employeur, lorsqu'il n'y a qu'un seul employeur sur le lieu du travail, en accord avec l'autorité compétente;
 - 1.1.2 d'accepter le rôle d'entrepreneur principal où il y deux employeurs ou plus qui s'occupent du travail, en même temps et au même endroit, en conformité avec ce que veut l'autorité compétente;
 - 1.1.3 s'il y a deux entrepreneurs ou plus qui travaillent simultanément et au même lieu de travail, sans limiter les conditions générales, de la commande du Canada* :
 - 1.1.3.1 d'accepte, en tant qu'entrepreneur principal, la responsabilité des autres entrepreneurs du Canada;
 - 1.1.3.2 d'accepter un autre entrepreneur du Canada comme entrepreneur principal et de se soumettre au plan de santé et de sécurité propre au site de cet entrepreneur.

Définition : après l'attribution du contrat, l'entrepreneur obéit à des ordres de modification

2. SOUMISSION

- 2.1 L'entrepreneur doit fournir au Canada:
 - 2.1.1 avant la réunion précédant le commencement des travaux, une télécopie et une copie d'un avis de projet dûment rempli de TPSGC (formulaire PWGSC - TPSGC 458) (le formulaire sera fourni à l'entrepreneur proposé avant l'attribution); comme envoyé à l'Autorité A Juridiction (AHJ) ; et
 - 2.1.2 avant le commencement des travaux et sans limiter les dispositions des Conditions générales :
 - 2.1.2.1 des copies de tous les autres permis, avis et documents connexes exigés par la portée des travaux/devis et/ou l'AC; et
 - 2.1.2.2 un site Santé et Sécurité spécifiques planifient comme demandé.

NOTE : Il ne faut pas afficher de formulaires qui comportent des renseignements personnels portant sur des tiers, comme les noms des employés de l'entrepreneur ou autre information connexe.

3. COORDONNÉES DES RESPONSABLES DE LA MAIN-D'ŒUVRE


Les personnes citées ci-dessous sont les responsables de la main-d'œuvre de chaque province ou territoire. Elles ne sont pas des représentantes de la Commission des accidents du travail.

Veillez ne pas communiquer avec les personnes ci-dessous pour des questions concernant la Commission des accidents du travail. Il faut adresser ce genre de demande à la Commission des accidents du travail, et lorsque cette dernière est composée de deux entités (main-d'œuvre et indemnisation), il faut s'adresser au responsable de l'indemnisation ou des services de l'employeur.

ALBERTA North

Alberta Human Resources and Employment
Workplace Health and Safety
10th Floor, 7th Street Plaza
10030-107 Street
Edmonton, Alberta, T5J 3E4

Telephone: 1(866) 415-8690
Facsimile: (780) 427-0999

All submissions are to be scanned and emailed to
whs@gov.ab.ca 

FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION (SA)

SA01 IDENTIFICATION DU PROJET

Déclassement de l'unité de traitement des sols du centre d'entretien des opérations aériennes
Aéroport international d'Edmonton, Edmonton, Alberta
R.083110.001

SA02 NOM COMMERCIAL ET ADRESSE DU SOUMISSIONNAIRE

Nom: _____

Adresse: _____

Téléphone: _____ Télécopieur: _____ NEA _____

Adresse courriel : _____

SA03 OFFRE

Le soumissionnaire offre au Canada d'exécuter les travaux du projet mentionné ci-dessus, conformément aux documents de soumission pour le **MONTANT TOTAL DE LA SOUMISSION INDIQUÉ DANS L'APPENDICE 1.**

SA04 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS

La soumission ne peut être retirée pour une période de trente (30) jours suivant la date de clôture de l'invitation.

SA05 ACCEPTATION ET CONTRAT

À l'acceptation de l'offre de l'entrepreneur par le Canada, un contrat exécutoire sera formé entre le Canada et le soumissionnaire. Les documents constituant le contrat sont ceux mentionnés à la section Documents du contrat.

SA06 DURÉE DES TRAVAUX

L'entrepreneur doit exécuter et compléter les travaux dans three (3) semaines à partir de l'avis de l'acceptation de l'offre.

SA07 GARANTIE DE SOUMISSION

Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission une garantie de soumission conformément à l'IG08 - Exigences relatives à la garantie de soumission de la R2710T -Instructions générales - Services de construction - Exigences relatives à la garantie de soumission

SA08 SIGNATURE

Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du soumissionnaire (Tapés ou lettres moulées)

Signature

Date

APPENDICE 1 - FORMULAIRE DE PRIX COMBINÉS

- 1) Les prix unitaires seront retenus pour établir le montant total des prix calculés. Toute erreur arithmétique à cet appendice sera corrigée par le Canada.
- 2) Le Canada peut rejeter la soumission si quelconque des prix soumis ne tient pas fidèlement compte du coût de l'exécution de la partie des travaux à laquelle ce prix s'applique.

MONTANT FORFAITAIRE

Le montant forfaitaire désigne la partie des travaux qui est assujettie à un arrangement à prix forfaitaire.

- (a) Les travaux inclus dans le montant forfaitaire représentent tous les travaux qui ne sont pas inclus dans le tableau des prix unitaires.

SOMME DU MONTANT FORFAITAIRE (MF) Excluant les taxes applicable(s)	\$ _____
--	----------

TABEAU DES PRIX UNITAIRES

Le tableau des prix unitaires désigne la partie des travaux qui est assujettie à un arrangement à prix unitaires.

- a) Les travaux faisant partie de chaque article sont tels que décrits aux sections du devis en référence.
- b) Le prix unitaire ne doit pas inclure de montants pour des travaux qui ne sont pas inclus aux articles de prix unitaires.

Article	Référence au devis	Catégorie de main-d'œuvre, outillage ou matériaux	Unité de mesure	Quantité Estimative (QE)	Prix unitaire (PU) Excluant les taxe(s) applicables	Prix calculé (QE x PU) Excluant les taxe(s) applicables
	02 55 13-1	Excavation, chargement, camionnage et élimination du sol contaminé.	m ³	1 000	\$ _____	\$ _____
TOTAL DES PRIX CALCULÉS (TPC) Excluant les taxes applicable(s)						\$ _____

MONTANT TOTAL DE LA SOUMISSION (MF +TPC) Excluant les taxes applicable(s)	\$ _____
---	----------

APPENDICE 1A – TABLEAU DE VENTILATION DES COÛTS

La table ci-dessous n'est fournie qu'à titre d'information.

Avant l'attribution du marché, le soumissionnaire/l'entrepreneur offrant le meilleur rapport qualité-prix devra remplir le formulaire ci-après. Le prix total évalué doit être égal au prix indiqué dans la soumission conformément au total du formulaire de soumission de prix donné au moment de la clôture de l'invitation à soumissionner.

Article	Description	Unité	Prix
BDPC-1	Balance des coûts du projet, notamment : <ul style="list-style-type: none">- les coûts indirects variables pour les frais généraux et administratifs,- les coûts pour les expéditeurs,- l'assurance de responsabilité civile commerciale,- l'assurance tous risques,- les coûts pour la Commission des accidents du travail,- les dépenses d'affaires,- l'équipement accessoire,- les véhicules de service,- la supervision,- les réparations de l'équipement et du matériel et le transport des pièces.		\$ _____
01 31 19-1	Visite des lieux au stade de la prémobilisation.	Lump sum	\$ _____
01 31 19-2	Réunions de projet.	Lump sum	\$ _____
01 33 00-1	Photographies du projet.	Lump sum	\$ _____
01 33 00-2	Documents du projet.	Lump sum	\$ _____
01 35 13.43	Assèchement	Lump sum	\$ _____
01 35 29.06	Plan de santé et sécurité spécifique au site.	Lump sum	\$ _____
01 35 43	Procédures environnementaux.	Lump sum	\$ _____
01 53 00-1	Mobilisation.	Lump sum	\$ _____
01 53 00-2	Démobilisation.	Lump sum	\$ _____
	Ventilation du montant forfaitaire total Ce montant en dollar devrait équivaloir au montant forfaitaire fourni dans l'Appendice 1 – Formulaire de prix combinés		\$ _____

APPENDICE 1B – TABLEAU DE VENTILATION DE BDPC-1

La table ci-dessous n'est fournie qu'à titre d'information.

Avant l'attribution du marché, le soumissionnaire/l'entrepreneur offrant le meilleur rapport qualité-prix devra remplir le formulaire ci-après. Le prix total évalué doit être égal au prix indiqué dans la soumission conformément au total du formulaire de soumission de prix donné au moment de la clôture de l'invitation à soumissionner.

Article	Présentation de la ventilation des éléments Le formulaire ci-dessous présente à l'autorité contractante la ventilation des coûts inclus dans la BDPC-1. Cette ventilation aidera à établir si les coûts représentent un bon rapport qualité-prix s'ils se sont jugés « justes et raisonnables ». Remarque: Référez à la section 1031-2 de l'article 07 pour les coûts qui ne s'appliquent pas. Il se peut qu'on demande une autre ventilation le cas échéant.	Prix
00 11 21	Les coûts indirects variables pour les frais généraux et administratifs.	\$
00 11 21	Les coûts pour les expéditeurs.	\$
00 11 21	Les soumissions de clôture des projets.	\$
00 11 21	L'assurance de responsabilité civile commerciale.	\$
00 11 21	L'assurance tous risques.	\$
00 11 21	Les coûts pour la Commission des accidents du travail.	\$
00 11 21	Les dépenses d'affaires.	\$
00 11 21	L'équipement accessoire.	\$
00 11 21	Les véhicules de service.	\$
00 11 21	La supervision.	\$
00 11 21	Les réparations de l'équipement et du matériel et le transport des pièces.	\$
	Total du ventilation du BDPC-1 Ce montant en dollar devrait équivaloir au montant BDPC-1 fourni dans l'Appendice 1A - Tableau de ventilation des coûts	\$

APPENDICE 3 - LISTE DES SOUS-TRAITANTS

- 1) Conformément à la clause IG07 – Liste des sous-traitants et fournisseurs des Instructions générales - Services de construction - Exigences relatives à la garantie de soumission R2710T, le soumissionnaire devrait accompagner sa soumission d'une liste de sous-traitants.
- 2) Le soumissionnaire devrait soumettre la liste des sous-traitants pour toute partie des travaux dont la valeur équivaut à au moins 20 % du prix soumissionné.

	Sous-traitant	Division	Valeur estimative des travaux
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			
9			
10			
11			
12			
13			
14			
15			

APPENDICE 4 – ATTESTATION VOLONTAIRE À L'APPUI DU RECOURS AUX APPRENTIS

(page 1 de 2)

IP10 INITIATIVE DE TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA POUR L'EMBAUCHE D'APPRENTIS

1. Pour les encourager à participer à la formation d'apprentis, on demande aux employeurs qui soumissionnent pour des contrats de construction ou d'entretien de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) de signer une attestation volontaire, attestation signalant leur engagement à embaucher et former des apprentis.
2. Le Canada doit composer avec des pénuries de main-d'œuvre dans divers secteurs et dans diverses régions, en particulier dans des métiers spécialisés. Faciliter l'acquisition de compétences et la formation chez les Canadiens est une responsabilité partagée. Le gouvernement du Canada a pris l'engagement de faciliter l'utilisation d'apprentis dans le cadre des contrats fédéraux de construction et d'entretien. Les soumissionnaires ont un rôle important à jouer au titre du soutien des apprentis, à savoir les embaucher et les former. On les encourage à attester qu'ils proposent des possibilités d'emploi à des apprentis dans le cadre de leurs relations d'affaires avec le gouvernement du Canada.
3. Le gouvernement du Canada encourage les Canadiens à faire l'apprentissage de métiers spécialisés et à y faire carrière. En outre, le gouvernement offre un crédit d'impôt aux employeurs afin de les encourager à embaucher des apprentis. Vous trouverez de l'information à propos de ces mesures fiscales administrées par l'Agence du revenu du Canada dans son site Web à : www.cra-arc.gc.ca. Les employeurs sont aussi invités à se renseigner à propos de l'information et des mesures de soutien additionnelles dont ils pourraient tirer profit auprès de leur autorité provinciale ou territoriale en matière d'apprentissage.
4. Les attestations signées à la page 2 de 2 aideront à mieux comprendre comment les entrepreneurs utilisent des apprentis dans le cadre de contrats fédéraux de construction et d'entretien et pourraient éclairer l'élaboration, dans l'avenir, de nouvelles politiques et de nouveaux programmes.
5. L'entrepreneur atteste ce qui suit :

En vue de contribuer à la satisfaction de la demande en travailleurs qualifiés, l'entrepreneur convient de déployer et d'exiger de ses sous-traitants qu'ils déploient des efforts commerciaux raisonnables pour embaucher et former des apprentis inscrits, de s'efforcer d'utiliser pleinement les ratios compagnon/apprenti * autorisés et de respecter toutes les exigences liées à l'embauche prescrites dans les lois provinciales et territoriales.

L'entrepreneur consent, par la présente, à ce que cette information soit recueillie et conservée par TPSGC et Emploi et Développement social Canada en vue d'appuyer la compilation de données sur l'embauche et la formation d'apprentis dans le cadre de contrats fédéraux de construction et d'entretien.

Pour appuyer cette initiative, une attestation volontaire signalant que le fournisseur s'engage à embaucher et former des apprentis est disponible à la page 2 de 2.

Si vous acceptez, veuillez compléter et apposer votre signature à la page 2 de 2.

** Le ratio compagnon/apprenti, c'est le nombre de compagnons qualifiés/agrérés qu'un employeur doit employer dans une profession ou un métier désigné afin d'être admissible à inscrire un apprenti conformément à la législation, aux règlements, aux directives d'orientation ou aux arrêtés provinciaux/territoriaux émis par les autorités ou les organismes responsables.*

Avis; L'entrepreneur sera appelé à compléter à tous les six mois ou à la fin des travaux un rapport tel qu'inclus à l'annexe C « Rapport volontaire d'apprentis employés pendant les contrats ».

Nom: _____

Signature: _____

Nom de la compagnie: _____

Dénomination sociale: _____

Numéro de l'invitation à soumissionner: _____

Nombre d'employés de l'entreprise: _____

Nombre planifié d'apprentis qui travailleront sur ce contrat: _____

Métiers spécialisés de ces apprentis;

ANNEXE A – ATTESTATION D'ASSURANCE

(Pour informations seulement, n'est pas requise lors du dépôt de soumission)



Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada

Public Works and
Government Services
Canada

ATTESTATION D'ASSURANCE

Page 1 de 2

Description et emplacement des travaux				N° de contrat.		
				N° de projet		
Nom de l'assureur, du courtier ou de l'agent postal		Adresse (N°, rue)		Ville	Province	Code
Nom de l'assuré (Entrepreneur) Postal		Adresse (N°, rue)		Ville	Province	Code
Assuré additionnel Sa majesté la Reine du chef du Canada représentée par le Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux						
Genre d'assurance	Compagnie et N° de la police	Date d'effet J / M / A	Date d'expiration J / M / A	Plafonds de garantie		
Responsabilité civile des entreprises Responsabilité complémentaire/excédentaire.				Par sinistre	Global général annuel	Global - Risque après travaux
				\$	\$	\$
				\$	\$	\$
J'atteste que les polices ci-dessus ont été émises par des assureurs dans le cadre de leurs activités d'assurance au Canada et que ces polices sont présentement en vigueur, comprennent les garanties et dispositions applicables de la page 2 de l'Attestation d'assurance, incluant le préavis d'annulation ou de réduction de garantie.						
<div></div> Nom de la personne autorisée à signer au nom de(s) (l')assureur(s) (Cadre, agent, courtier)				<div></div> Numéro de téléphone		
Signature				Date J / M / A		

ATTESTATION D'ASSURANCE Page 2 de 2

Généralités

Les polices exigées à la page 1 de l'Attestation d'assurance doivent être en vigueur et doivent inclure les garanties énumérées sous le genre d'assurance correspondant de cette page-ci.

Les polices doivent assurer l'entrepreneur et doivent inclure, en tant qu'assuré additionnel, Sa majesté la Reine du chef du Canada représentée par le Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux.

La police d'assurance doit comprendre un avenant prévoyant un préavis écrit d'au moins trente (30) jours en cas d'annulation de l'assurance ou de toute réduction de la garantie d'assurance.

Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue.

De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.

Responsabilité civile des entreprises

La garantie d'assurance fournie ne doit pas être substantiellement inférieure à la garantie fournie par la dernière publication du formulaire BAC 2100.

La police doit inclure ou avoir un avenant pour l'inclusion d'une garantie pour les risques et dangers suivants si les travaux y sont assujettis :

- a) Dynamitage.
- b) Battage de pieux et travaux de caisson.
- c) Reprise en sous-œuvre.
- d) Enlèvement ou affaiblissement d'un support soutenant toute structure ou terrain, que ce support soit naturel ou non, si le travail est exécuté par l'entrepreneur assuré.

La police doit comporter:

- a) un « Plafond par sinistre » d'au moins **5 000 000 \$**;
- b) un « Plafond global général » d'au moins **10 000 000 \$** par année d'assurance, si le contrat d'assurance est assujetti à une telle limite.
- c) un « Plafond pour risque produits/après travaux » d'au moins **5 000 000 \$**.

Une assurance responsabilité complémentaire ou excédentaire peut être utilisée pour atteindre les plafonds obligatoires.

ANNEXE B - RAPPORT VOLONTAIRE D'APPRENTIS EMPLOYÉS PENDANT LES CONTRATS (exemple)

(Ce rapport volontaire n'est pas requis lors du dépôt de soumission)

L'entrepreneur devrait compiler et tenir à jour des données sur le nombre d'apprentis ayant été embauchés pour travailler sur le contrat, ainsi que leur métier spécialisé.

L'entrepreneur devrait fournir ces données conformément au format ci-dessous. Si aucun apprenti n'a été embauché pendant la durée du contrat, l'entrepreneur devrait soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données devraient être présentées à l'autorité contractante au plus tard six mois après l'octroi du contrat ou à la fin du contrat, selon la première éventualité.

Nombre d'apprentis embauchés	Métier spécialisé

(Ajouter des lignes au besoin)

ANNEXE C – CADRE DE RÉFÉRENCE

Voir ci-joint.

Mandat

Mise hors service de la cellule sud de l'installation de
traitement des sols

Aéroport international d'Edmonton
Edmonton (Alberta)

Septembre 2017

Introduction

Le bâtiment du Centre de maintenance des opérations aériennes situé à l'aéroport international d'Edmonton (EIA) à Edmonton (Alberta) a fait l'objet de travaux d'assainissement qui comprenaient l'excavation de sols souterrains contaminés par des hydrocarbures. Les sols contaminés ont été enterrés dans une installation de traitement des sols (ITS) située sur des terrains de l'aéroport international d'Edmonton, où ils ont été répartis entre deux cellules de traitement. Les sols situés dans la cellule nord ont été transférés dans la cellule sud au cours de l'exercice 2016-2017 et l'infrastructure de la cellule nord a été mise hors service. Les échantillonnages effectués en juillet et août 2017 ont indiqué que la cellule sud peut maintenant être mise hors service, car la contamination résiduelle de la majeure partie des sols contaminés est inférieure aux critères applicables et les sols peuvent être épandus sur place. Un petit volume de sol évalué entre 500 et 1 000 m³ est encore considéré comme contaminé et nécessitera des travaux d'excavation avant d'être envoyé dans une installation d'élimination qui l'acceptera.

Étendue des travaux

Au nombre des objectifs de la mise hors service de l'ITS, mentionnons :

1. assèchement et élimination appropriée de l'eau de puisard accumulée par camion de pompage;
2. enlèvement du sol dépassant les recommandations du CCME en matière de contamination et élimination hors site dans une installation de traitement de sol appropriée;
3. enlèvement du gravier de puisard, du ponceau de puisard et du matériau de revêtement de l'ITS et élimination hors site dans une installation de traitement appropriée;
4. excavation, entreposage temporaire et épandage ou nivellement des sols restaurés de façon à avoir une pente de terrain conforme aux directives du CCME;
5. nivellement et adjonction d'autres sols au sol des buttes;
6. contrôle approprié de la poussière et réparation de tout dommage causé par le transport et l'équipement pour accéder aux routes, au besoin.

L'entrepreneur devra obtenir tous les permis appropriés et requis pour effectuer ce travail avant le déploiement sur le terrain. L'entrepreneur devra soumettre un plan de santé et de sécurité au GP de SPAC avant le déploiement. L'entrepreneur se coordonnera au besoin avec le représentant sur place de SPAC pour recueillir les échantillons de confirmation et les autres échantillons nécessaires.

L'entrepreneur devra fournir toutes les feuilles de route du transporteur et tous les reçus de l'installation hôte au représentant sur place de SPAC à des fins de confirmation de la facture et de référence.

Le volume de sols enterrés dans l'ITS est évalué à environ 5 200 m³. La quantité de sols composant la butte est évaluée à environ 1 800 m³.

On s'attend à ce que les sols contaminés de l'ITS soient excavés et éliminés avant que les sols restants ne soient excavés et mis en tas. Le représentant sur place effectuera son échantillonnage de confirmation et aura besoin de 24 heures pour recevoir les résultats d'analyse. Pour les besoins de la proposition, on suppose que la quantité de sols dont la contamination dépasse les critères du CCME est de 1 000 m³. L'entrepreneur fournira un taux unitaire par m³ pour l'excavation et élimination d'un volume de sol supérieur.

Le sol restant sera excavé et entreposé à proximité de la cellule de l'ITS afin que le revêtement puisse être enlevé et éliminé. Ces sols seront ensuite mélangés avec les sols de la butte et étalés sur les empreintes des ITS du nord et du sud en maintenant une pente de terrain appropriée afin de respecter les performances actuelles du drainage du site et son apparence.

Échéancier

Une réunion de lancement aura lieu sur place dans les cinq (5) jours ouvrables suivant l'achèvement du processus d'achat et de vente de SPAC et l'avis d'attribution, ou le plus tôt possible.

ANNEXE D – SPÉCIFICATIONS

Voir ci-joint.

Edmonton International Airport
Air Operations Maintenance Building
South Land Treatment Unit
Decommissioning Specifications

Edmonton International Airport
Nisku, Alberta

ISSUED FOR TENDER

Prepared for

Public Works and Government Services Canada

Contract No.

Project: R.083110.001

	Pages
Division 01 – General	
Section 00 11 21 – Summary of Work.....	4
Section 01 31 19 – Project Meetings.....	3
Section 01 33 00 – Submittal Procedures	3
Section 01 33 00_1 – Submittal Schedule Table.....	1
Section 01 35 00.06 – Special Procedures for Traffic Control	2
Section 01 35 13.43 – Special Procedures for Contaminated Sites	5
Section 01 35 29.06 – Health and Safety Requirements	5
Section 01 35 43 – Environmental Procedures	2
Section 01 53 00 – Mobilization/Demobilization	2
Section 01 56 00 – Temporary Barriers and Enclosures	2
Section 01 71 00 – Examination and Preparation	2
Section 01 77 00 – Closeout Procedures	2
Division 02 – Existing Conditions	
Section 02 55 13 – Contaminated Soil	3
Division 31 – Earthworks	
Section 31 00 00 – Earthwork.....	3

Drawings

Figure 1: Land Treatment Unit (LTU) Diagram (Dillon, September 2017).

Appendix

Appendix A

Airside Operations and Maintenance Centre, 2016 Post Remediation Monitoring and LTF Decommissioning, Edmonton International Airport (Golder, November 2016).

Part 1 General

.1 Definition

- The project shall be known as Edmonton International Airport Air Operations Maintenance Centre Land Treatment Unit Decommissioning and it is to include the decommissioning of the South cell of the Land Treatment Unit (LTU). The site is located at the Edmonton International Airport, Nisku, Alberta.
- Departmental Representative's Authorized Personnel (DRAP): within the context of these Specifications, the term Departmental Representative's Authorized Personnel refers to personnel appointed by Departmental Representative or authorized on-site by Departmental Representative. Departmental Representative's Authorized Personnel provide recommendations/technical guidance to Departmental Representative's, as required, for the enforcement of these specifications.
- Contractor: The contractor procured to undertake the site management, decommissioning and restoration is defined, within the context of these specifications, as the Contractor.
- Owner: within the context of these specifications, the term Owner refers to the airport authority that operates the Site.
- Site: Area of ground on which the location of the work will be undertaken.
- The LTU is located east of the Air Operations Maintenance Building (AOMC), adjacent to Airport Perimeter Road. Airport Perimeter Road is a gravel road with access via Highway 2 and Airport Road, and Highway 19.
- The scope of work for this project includes, but is not limited to:
 - Excavation of approximately 1000 m3 of hydrocarbon impacted soils from the LTU, transport of the impacted soils to and final disposal at an licensed facility
 - Excavation and spreading of approximately 4100 m3 non-impacted soils within the footprint of the North and South LTU cells
 - Removal and disposal of the HDPE liner located within the LTU at a licensed facility
 - Dewatering of sump and disposal of water, and appropriate disposal, excavation and disposal of sump infrastructure (gravel, galvanized culvert, fencing) at appropriate licensed facilities,
 - Backfilling of sump excavation with non-impacted soils sourced from the LTU berm material
 - Grading of remaining berm soil and other non-impacted soil to similar drainage performance and aesthetics of surrounding lands.
- The LTU location is shown on provided drawings (Figure 1).

Supporting Documents

- Supporting documents include but are not limited to:
 - Airside Operations Maintenance Building Post Remediation Monitoring and LTF Decommissioning, Edmonton International Airport (Golder, Dec 2016).
 - EIA South Cell LTU Decommissioning Site Diagram (Dillon, Sept 2017).

DESCRIPTION OF WORK

- The required work to be undertaken by the Contractor for the project will include but not be limited to the following activities:
 - Preparation of a site specific Health and Safety Plan. During the completion of the site work the Contractor is responsible for site health and safety and shall designate an on-site safety coordinator.
 - Preparation of a Plan of Decommissioning Operations.
 - Mobilization of equipment and materials, and project kick-off meeting.
 - Obtaining all necessary permits to undertake the project.
 - Provision of all necessary items and equipment, including but not limited to fencing, signage to maintain site security and safety.
 - Confirmation that no on-site utility services exist at the site.
 - Excavating, loading, hauling and disposal at a licensed facility of hydrocarbon impacted soils from the South LTU cell. Area of excavation is as shown on Figure 1 and as directed by Departmental Representative Authorized Personnel.
 - Dewatering of excavations as necessary for safety/access where groundwater is encountered or surface water infiltrates.
 - Dewatering of the sump area prior to excavation and disposal of sump infrastructure, with disposal of sump water as appropriate.
 - Excavated areas at the LTU shall be backfilled/compacted, and LTU and berm soils distributed to match surrounding topography, as possible, with site grading to allow drainage performance similar to surrounding landscape.
 - Demobilization of equipment, materials and hoarding including disposal of all waste materials generated during the site decommissioning.
- The above list must be completed in accordance with these Tender Documents.

WORK SEQUENCE

- | | |
|--------|--|
| Part 1 | Co-ordinate Work/Progress Schedule and on site activities during decommissioning with Owner. |
|--------|--|

CONTRACTOR USE OF PREMISES

- Limit use of premises to what is required for Work, storage, and access.

- Co-operate with other Contractors in carrying out their respective works in the LTU and carry out instructions from Departmental Representative's Authorized Personnel.
- Co-ordinate use of premises under direction of Departmental Representative.

CONTRACTOR RESPONSIBILITIES

- Contractor Responsibilities:
 - Contractor to submit all submittals as described in Section 01 33 00 – Submittal Procedures
 - Review all submittals. Submit to Departmental Representative, notification of observed discrepancies or problems anticipated due to non-conformance with Contract Documents.

EXISTING SERVICES

- Establish location and extent of service lines in area of work before starting Work. Notify Departmental Representative's Authorized Personnel of findings. There are currently no known or identified services at the work site.
- Where unknown services are encountered, immediately advise Departmental Representative's Authorized Personnel and confirm findings in writing.
- Protect, relocate or maintain existing active services if encountered. When inactive services are encountered, cap off in manner approved by authorities having jurisdiction. Authorities having jurisdiction would be a Governmental agency or sub-agency that regulates the codes and standards that are to be met during this Work.
- Record locations of maintained, re-routed and abandoned service lines.

DOCUMENTS REQUIRED

- Maintain at job site, one copy each document as follows:
 - Notice of Project.
 - Contract Drawings.
 - Specifications.
 - Addenda.
 - Change Orders.
 - Other Modifications to Contract.
 - Field Test Reports.
 - Approved Work Schedule.
 - Site Specific Health and Safety Plan and Other Safety Related Documents.
 - Other documents as specified.

Measurement of Payment

- Work under this contract will be paid as follows:

- Lump sum payment items will be paid at the lump sum price tendered for each lump sum item listed in the Basis of Pricing Schedule. Percentage of payment will be relative to percentage of completion of activity indicated on the tender form.
 - Unit price items will be paid at the unit price tendered for each unit price item listed in the Basis of Pricing Schedule.
 - Indirect Project Costs will be paid at the lump sum price tendered for "Balance of Project Costs" (BOPC) on the Basis of Pricing Form BOPC-1.
- Unit price and lump sum pay items will be paid under the Basis of Pricing which will form the Basis of Payment of the proposed contract. All other items, whether specifically defined in the specific sections of the Specifications or not, will be paid under item BOPC-1, Balance of Project Costs, in the Basis of Pricing Schedule BOPC-1.
- Direct costs include all costs directly attributable to a particular pay item including equipment, operators, materials, equipment maintenance and depreciation, etc. All direct costs for lump sum and unit price are to be included in the appropriate price item in the Basis of Pricing Schedule
- Indirect costs include all costs not directly attributable to the pay items including profit, supervision, overhead, administration, Insurance, Worker's Compensation Board, Contractor's allowance for equipment repairs and depreciation, and any other relevant costs. All indirect costs associated with specific unit price or lump sum items will be included in Item BOPC-1, Balance of Project Costs, in the Basis of Pricing Schedule BOPC-1.
- Include costs for work, goods or services required in this section that are not covered by appropriate payment clauses in other sections in Item BOPC-1, Balance of Project Costs, in the Basis of Pricing Schedule BOPC-1.
- Except as indicated above, work under this section will not be measured. Include all costs in Item 00 11 21 of BOPC-1, Balance of Project Costs in the Basis of Pricing Schedule. Indicate the cost of this work as a separate line item in the Cost Work Breakdown Structure as specified in Section 01 33 00 – Submittal Procedures.

**Products
NOT USED**

- Not used.

**Execution
NOT USED**

- Not used.

END OF SECTION

Part 1 General

1.1 ADMINISTRATIVE

- .1 Schedule and administer project meetings throughout the progress of the Work at the call of Departmental Representative (DR) or Departmental Representative's Authorized Personnel (DRAP).
- .2 Review agenda for meetings as prepared by DRAP.
- .3 Distribute written notice of each meeting three (3) days in advance of meeting date to Departmental Representative.
- .4 Coordinate physical space and arrangements for meetings with DR or DRAP.
- .5 Attend all required meetings.
- .6 Review and approve the meeting minutes as provided by DRAP. Significant proceedings and decisions will be included and required actions by parties will be identified.
- .7 Representatives attending meetings will be qualified and authorized to act on behalf of party represented.

1.2 PRE-MOBILIZATION SITE VISIT

- .1 Prior to mobilization, the Contractor will perform a Pre-Mobilization site visit to check field conditions and obtain actual conditions required to ensure correct execution of the Work. Notify DR and DRAP in writing upon completion of the pre-mobilization site visit, of all matters which could prejudice proper execution of the Work. This may be coordinated with Project Start-Up/Preconstruction Meeting.
- .2 Provide a minimum of three (3) day's notice to DR and DRAP prior to conducting pre-mobilization site visit. DR and DRAP will attend site visit.

1.3 PROJECT START-UP/PRECONSTRUCTION MEETINGS

- .1 Within three (3) days after award of Contract, request a teleconference meeting of parties in contract to discuss and resolve administrative procedures and responsibilities.
- .2 DR, DRAP, Contractor, major Subcontractors as applicable, Contractor field inspectors as applicable, and Contractor supervisors will be in attendance.
- .3 Establish time and location of meeting and notify parties concerned.
- .4 Agenda to include:
 - .1 Appointment of official representatives of participants in the Work.
 - .2 Requirements for temporary control measures, site sign, safety measures.
 - .3 Delivery schedule of specified Work.

- .4 Site security in accordance with Section 01 56 00 - Temporary Barriers and Enclosures.
- .5 Payment claim(s), administrative procedures, photographs, hold backs.
- .6 Appointment of inspection and testing agencies or firms.
- .7 Insurances, transcript of policies.

1.4 DAILY PROJECT MEETINGS

- .1 Contractor, major Subcontractors involved in Work, and DRAP are to be in attendance. Agenda to include the following:
 - .1 Review and approval of minutes of previous meeting.
 - .2 Review of Work progress since previous meeting.
 - .3 Field observations, problems, conflicts.
 - .4 Problems which impede construction schedule.
 - .5 Health and Safety and/or Environmental Protection issues.
 - .6 Corrective measures and procedures to regain projected schedule.
 - .7 Revision to construction schedule.
 - .8 Progress schedule, during succeeding work period.
 - .9 Review submittal schedules: expedite as required.
 - .10 Maintenance of quality standards.
 - .11 Review proposed changes for affect on construction schedule and on completion date.
 - .12 Other business.
- .2 Worker Orientation Meeting
 - .1 Prior to start of work, conduct a worker orientation meeting for all work site personnel. This meeting is intended to describe the remediation activities at the site, and provide instruction for the applicable health, safety and environmental policies and regulations related to the site Work activities.
 - .1 The Contractor shall submit the worker orientation meeting agenda to the DRAP for review and comment.
 - .2 The DRAP may be in attendance.
 - .2 Submit a copy of the worker orientation agenda items covered and attendance sheet prior to commencing work or upon request of the DRAP. Each attendee is required to sign a record of attendance upon completion of the meeting.

1.5 MEASURE OF PAYMENT

- .1 All direct costs for Pre-mobilization site visit will be measured for payment by the lump sum amount under item 01 31 19-1 – Pre-Mobilization Site Visit, as indicated in the Basis of Pricing Schedule.
- .2 All direct costs for Project meetings will be measured for payment by the lump sum amount under item 01 31 19-2 – Project Meetings, as indicated in the Basis of Pricing Schedule. Project meetings include Project Start-up Teleconference Meetings, daily project meetings and worker orientation.

- .3 Except as indicated above, work under this section will not be measured. Include all costs in Item 00 11 21 of BOPC-1, Balance of Project Costs in the Basis of Pricing Schedule. Indicate the cost of this work as a separate line item in the Cost Work Breakdown Structure as specified in Section 01 33 00 – Submittal Procedures.

Part 2 Products

2.1 NOT USED

- .1 Not Used.

Part 3 Execution

3.1 NOT USED

- .1 Not Used.

END OF SECTION

TABLE 01 33 00-1 CONTRACTOR SUBMITTAL SCHEDULE		
Specification Section	Description	Date
01 31 19	Request for Project Start up Meeting	Three (3) contract days after award
01 31 19	Project Meeting Minutes	3 days after meeting
01 31 19	Preliminary Project Schedule	Seven (7) contract days after award
01 31 19	Pre-mobilization site visit report	Three (3) days after site visit
01 31 19	Worker Orientation meeting agenda and attendance sheet	Prior to commencing Work
01 33 00	Progress Photographs	With weekly progress report
01 33 00	Final Photographs	Prior to final progress payment request
01 35 29.06	Site Specific Health and Safety Plan	5 days after contract award
01 35 29.06	Employee Hazardous Materials training certificates	Prior to work activities
01 35 29.06	Proof of PPE Certification	Prior to work activities
01 35 29.06	Incident /Accident Report	Verbal report immediately followed by written report in 24 hours
01 35 29.06	Work site Health and Safety Weekly inspection report	With weekly Progress Report
01 35 29.06	Copies of Reports/Directions by Federal or Provincial and Safety Inspectors	Verbal report immediately followed by written report in 24 hours
01 35 29.06	On-site Contingency and Emergency Response Plan	With Health and Safety Plan
01 35 29.06	Correction Action report for non compliance Health and Safety issue	as required
01 35 29.06	Report corrective action for observed environmental non-compliance	as required
01 35 43	Copies of Environmental Approvals (Where applicable)	Prior to commencing Work or as required
01 53 00	Mobilization and Demobilization Plan	Five (5) days after Contract Award
01 77 00	Request for Final Inspection	As required

END OF SECTION

Part 1 General

1.1 ADMINISTRATIVE

- .1 Submit to Departmental Representative submittals listed for review. Submit promptly and in orderly sequence to not cause delay in Work. Failure to submit in ample time is not considered sufficient reason for extension of Contract Time and no claim for extension by reason of such default will be allowed.
- .2 Do not proceed with Work affected by submittal until review is complete.
- .3 Review submittals prior to submission to Departmental Representative via Departmental Representative Authorized Personnel (DRAP). This review indicates necessary requirements have been determined and verified, or will be, and that each submittal has been checked and co-ordinated with requirements of Work and Contract Documents. Submittals not stamped, signed, dated and identified as to specific project will be returned without being examined and considered rejected.
- .4 Notify DRAP, in writing at time of submission, identifying deviations from requirements of Contract Documents stating reasons for deviations.
- .5 Verify field measurements and Work are co-ordinated.
- .6 Contractor's responsibility for errors and omissions in submission is not relieved by Departmental Representative's review of submittals.
- .7 Contractor's responsibility for deviations in submission from requirements of Contract Documents is not relieved by Departmental Representative review.
- .8 Keep one (1) reviewed copy of each submission on site.

1.2 PROJECT SCHEDULE

- .1 Develop a detailed Project Schedule.
- .2 Ensure detailed Project Schedule includes as minimum, milestone and activity types as follows:
 - .1 Award.
 - .2 Submittals.
 - .3 Permits required by Contractor.
 - .4 Mobilization.
 - .5 Site Activities (expand as required to suit Contractor's task breakdown).
 - .6 Demobilization.
 - .7 Closeout Submittals.
 - .8 Final Certificate of Completion.
- .3 After review, revise and resubmit Schedule to comply with revised Project Schedule, as necessary.

- .4 During progress of Work revise, update and resubmit the Project Schedule as directed by Departmental Representative.

1.3 FINAL REPORTING

- .1 Final reports should be issued in both .doc and .pdf formats with relevant supporting documentation, site drawings and diagrams, and photographs included in the report.
- .2 Printed Hard Copies of the reporting is not required.
- .3 Site photographs of all Site activities are required, with a sufficient number of photographs provided that adequately show the work carried out. A minimum of two photographs from two different viewpoints of each work element should be provided on a CD – organized by the tasks carried out during the project. Folders on CD should be split into 1) pre-construction photos, 2) site progress photos, and 3) final site closure photos. All photos should be in the .jpeg supported format.
- .4 Three (3) separate electronic copies of reports should be provided to the Departmental Representative upon completion of Work.

1.4 SUBMITTAL PROCEDURES TABLE

- .1 The Contractor must adhere to the following submittal items and proposed deadlines identified in table 01 33 00-1, unless discussed with the Departmental Representative and agreed in writing.

1.5 Measure of Payment

- .1 All direct costs for project photographs are to included in the lump sum price for item 01 33 00-1, as indicated in the Basis of Payment Schedule.
- .2 All direct costs for submitted project documents not already identified in other sections of the specifications are to be included in the lump sum price for item 01 33 00-2, as indicated in the Basis of Payment Schedule.
- .3 This section will not be measured. Include all costs in Item 00 11 21 of BOPC-1, Balance of Project Costs in the Basis of Pricing Schedule. Indicate the cost of this work as a separate line item in the Cost Breakdown specified in this Section.

Part 2 Products

2.1 NOT USED

- .1 Not Used.

Part 3	Execution
3.1	NOT USED
.1	Not Used.

Part 1 General

1.1 PROTECTION OF PUBLIC TRAFFIC

- .1 Comply with requirements of Acts, Regulations and By-Laws in force for regulation of traffic or use of roadways upon or over which it is necessary to carry out Work or haul materials or equipment.
- .2 When working on travelled way:
 - .1 Place equipment in position to present minimum interference and hazards to travelling public.
 - .2 Keep equipment units as close together as working conditions permit and preferably on same side of travelled way.
 - .3 Do not leave equipment on travelled way overnight.
- .3 Provide and maintain road access and egress to property fronting along Work under Contract and in other areas as indicated, unless other means of road access exist that meet approval of Departmental Representative.

1.2 INFORMATIONAL AND WARNING DEVICES

- .1 Provide and maintain signs, and other devices required to indicate construction activities or other temporary and unusual conditions resulting from Project Work which requires road user response.
- .2 Where transportation of excavated soils is being carried out, utilize flaggers as necessary for travelling public safety.
- .3 Continually maintain traffic control devices in use by:
 - .1 Checking signs daily for legibility, damage, suitability and location. Clean, repair or replace to ensure clarity and reflectance.
 - .2 Removing or covering signs which do not apply to conditions existing from day to day.

1.3 OPERATIONAL REQUIREMENTS

- .1 Maintain existing conditions for traffic crossing right-of-way.
- .2 Maintain existing conditions for traffic crossing right-of-way except when required for construction, with approval of Departmental Representative's Authorized Personnel.

1.4 MEASURE OF PAYMENT

- .1 Except as otherwise indicated, work under this section will not be measured. Include all costs in Item 00 11 21 BOPC-1, Balance of Project Costs in the Basis of Pricing Schedule. Indicate the cost of this work as a separate line item in the Cost Work Breakdown Structure as specified in Section 01 33 00 – Submittal Procedures.

Part 2 Products

2.1 NOT USED

.1 Not Used.

Part 3 Execution

3.1 NOT USED

.1 Not Used.

END OF SECTION

Part 1 General

1.1 REFERENCES

- .1 Canadian Council of Ministers of the Environment (CCME) Documentation

1.2 REGULATORY REQUIREMENTS

- .1 Comply with federal, provincial, and local anti-pollution laws, ordinances, codes, and regulations when disposing of waste materials, debris, and rubbish.
- .2 Work to meet or exceed minimum requirements established by federal, territorial, and local laws and regulations which are applicable.
 - .1 Contractor: responsible for complying with amendments as they become effective.

1.3 SOIL STOCKPILING FACILITIES

- .1 Temporary stockpiling of contaminated soil is not permitted.
 - .1 Excavated contaminated soil to be hauled directly to the receiving facility.

1.4 VEHICULAR ACCESS AND PARKING

- .1 Maintenance and Use:
 - .1 Prevent contamination of access roads. Immediately scrape up debris or material on access roads which is suspected to be contaminated as determined by Departmental Representative's Authorized Personnel and transport and place with materials to be disposed of at accepting facility.
 - .2 Departmental Representative's Authorized Personnel may collect soil samples for chemical analyses from traveling surfaces of constructed and existing access routes prior to, during, and upon completion of Work. Excavate and dispose of clean soil contaminated by Contractor's activities at no additional cost to Departmental Representative.

1.5 DUST AND PARTICULATE CONTROL

- .1 Execute Work by methods to minimize raising dust from construction operations.
- .2 Implement and maintain dust and particulate control measures as determined necessary by Departmental Representative's Authorized Personnel during construction and in accordance with Alberta regulations. Contractor will be required, as deemed necessary by the Departmental Representative's Authorized Personnel, to provide road sweeper/cleaning facilities at the Site and access roads during the transportation of excavated soils from the LTU area.

1.6 POLLUTION CONTROL

- .1 Provide methods, means, and facilities to prevent contamination of soil, water, and atmosphere from discharge of noxious toxic substances and pollutants produced by construction operations.

- .2 Be prepared to intercept, clean up, and dispose of spills or releases that may occur whether on land or water. Maintain materials and equipment required for clean-up of spills or releases readily accessible on site.
- .3 Promptly report spills and releases potentially causing damage to environment to:
 - .1 Authorities having jurisdiction including conservation authority, water supply authorities, drainage authority, road authority, and fire department.
 - .2 Owner of pollutant, if known.
 - .3 Person having control over pollutant, if known.
 - .4 Departmental Representative and Departmental Representative's Personnel.
- .4 As necessary, Contact manufacturer of pollutant if known and ascertain hazards involved, precautions required, and measures used in clean-up or mitigating action.
- .5 Take immediate action using available resources to contain and mitigate effects on environment and persons from spill or release.
- .6 Provide spill response materials including, containers, adsorbent, shovels, and personal protective equipment. Make spill response materials available at all times in which hazardous materials or wastes. Spill response materials shall be compatible with type of material being handled.

1.7 EQUIPMENT DECONTAMINATION

- .1 Commence Work involving equipment contact with potentially contaminated material only after Equipment Decontamination procedures and facility/equipment is operational.
- .2 Decontaminate equipment after working in potentially contaminated work areas and prior to subsequent work or travel on clean areas. Contractor must keep decontamination equipment close to excavation areas.
- .3 At minimum, perform following steps during equipment decontamination:
 - .1 Mechanically remove packed dirt, grit, and debris by scraping and brushing without using steam or high-pressure water to reduce amount of water needed and to reduce amount of contaminated rinsate generated.
 - .2 Use high-pressure, low-volume, hot water or steam supplemented by detergents or solvents as appropriate and approved by Departmental Representative's Authorized Personnel. Pay particular attention to tire treads, equipment tracks, springs, joints, sprockets, and undercarriages.
 - .3 As necessary, scrub surfaces with long handle scrub brushes and cleaning agent. Rinse off and collect cleaning agent. Air dry equipment in clean zone before removing from site or travelling on clean areas. Perform assessment as directed by Departmental Representative's Authorized Personnel to determine effectiveness of decontamination.

1.8 WATER CONTROL

- .1 Maintain excavations free of water as possible.

- .2 Protect site from puddling, ponding or running water. Grade site to drain to municipal roadway.
- .3 Prevent surface water runoff from entering excavation areas as possible.
- .4 Do not discharge decontamination water, or surface water runoff, or groundwater which may have come in contact with potentially contaminated material, off the site.
- .5 Direct surface waters that have not contacted potentially contaminated materials to existing surface drainage systems (away from the work area).
- .6 Dispose of water in manner not injurious to public health or safety, to property, or to any part of Work completed or under construction in accordance with applicable regulation.
- .7 Provide, operate, and maintain necessary equipment appropriately sized to keep excavations, staging pads, and other Work areas free from water.

1.9 DEWATERING

- .1 Dewater various parts of Work including, without limitation, sumps, excavations, structures, and work areas.
- .2 Employ construction methods, plant procedures, and precautions that ensure Work, including excavations, are stable, free from disturbance, and dry.
- .3 Dewatering Methods: includes sheeting and shoring; groundwater control systems; surface or free water control systems employing ditches, diversions, drains, pipes and/or pumps; and other measures necessary to enable Work to be carried out in dry conditions.
- .4 Provide sufficient and appropriate labour, plant, and equipment necessary to keep Work free of water including standby equipment necessary to ensure continuous operation of dewatering system.
- .5 DRAP will sample and analyze water generated from dewatering activities. Contractor is to dispose of water by landspreading or disposal at a licensed facility, as determined by the DRAP
- .6 Water generated from dewatering is to be stored in appropriate vessel for volume. Water generated from dewatering is not to be disposed of unless directed to do so by the DRAP.

1.10 PROGRESS CLEANING

- .1 Maintain cleanliness of Work and surrounding site to comply with federal, territorial, and local fire and safety laws, ordinances, codes, and regulations.
- .2 Co-ordinate cleaning operations with disposal operations to prevent accumulation of dust, dirt, debris, rubbish, and waste materials.

1.11 FINAL DECONTAMINATION

- .1 Perform final decontamination of construction facilities, equipment, and materials which may have come in contact with potentially contaminated materials prior to removal from Site.
- .2 Perform decontamination as specified to satisfaction of Departmental Representative. Departmental Representative will direct Contractor to perform additional decontamination if required.

1.12 REMOVAL AND DISPOSAL

- .1 Remove surplus materials and temporary facilities from Site.
- .2 Dispose of non-contaminated waste materials, litter, debris, and rubbish off-site.
- .3 Do not burn or bury rubbish and waste materials on-site.
- .4 Do not discharge wastes into streams or waterways.
- .5 Dispose of following materials at appropriate off-site facility identified by Contractor and approved by Departmental Representative's Authorized Personnel:
 - .1 Debris including excess construction material.
 - .2 Non-contaminated litter and rubbish.
 - .3 Disposable PPE worn during final cleaning.
 - .4 Metal sump culvert and sump fencing, reusing/recycling fencing as appropriate

1.13 TESTING

- .1 Contractor will make available all necessary soil and water for sampling by DRAP.

1.14 RECORD KEEPING

- .1 Maintain adequate records to support information provided to Departmental Representative.

1.15 MEASUREMENT OF PAYMENT

- .1 The Dewatering activity will be measured for payment by the lump sum price for Dewatering under item 01 35 13.43, as indicated in the Basis of Pricing Schedule.
- .2 Except as otherwise indicated, work under this section will not be measured. Include all costs in Item 00 11 21 of the BOPC-1, Balance of Project Costs in the Basis of Pricing Schedule BOPC-1. Indicate the cost of this work as a separate line item in the Cost Work Breakdown Structure as specified in Section 01 33 00 – Submittal Procedures.

Part 2 Product

2.1 NOT USED

.1 Not Used.

Part 3 Execution

3.1 NOT USED

.1 Not Used.

END OF SECTION

Part 1 General

1.1 REFERENCES

- .1 Canada Labour Code, Part 2, Canada Occupational Safety and Health Regulations
- .2 Health Canada/Workplace Hazardous Materials Information System (WHMIS)
 - .1 Occupational Health and Safety Act, R.S.N. [1990].
- .3 Alberta
 - .1 Construction Occupational Health and Safety Act (Most Recent in Force).

1.2 SUBMITTALS

- .1 Submittals in accordance with Section 01 33 00 - Submittal Procedures.
- .2 Site-specific Health and Safety Plan: Submit within five (5) days after date of Notice to Proceed and prior to commencement of Work. Health and Safety Plan must include:
 - .1 Results of site-specific safety hazard assessment.
 - .2 Results of safety and health risk or hazard analysis for site tasks and operation.
 - .3 Precautions that will be taken to minimize hazards.
 - .4 Medical emergency procedures that will be followed in case of accident requiring medical attention, including a contact list of hospitals, fire department.
 - .5 A Fire Safety Plan.
- .3 Submit copies of Contractor's authorized representative's work site health and safety inspection reports to Departmental Representative weekly.
- .4 Submit copies of reports or directions issued by Federal and Provincial health and safety inspectors.
- .5 Submit copies of incident and accident reports.
- .6 Submit WHMIS MSDS - Material Safety Data Sheets.
- .7 Departmental Representative will review Contractor's site-specific Health and Safety Plan and provide comments to Contractor within three (3) days after receipt of plan. Revise plan as appropriate and resubmit plan to Departmental Representative within two (2) days after receipt of comments from Departmental Representative.
- .8 Departmental Representative's review of Contractor's final Health and Safety plan should not be construed as approval and does not reduce the Contractor's overall responsibility for construction Health and Safety.
- .9 On-site Contingency and Emergency Response Plan: address standard operating procedures to be implemented during emergency situations.

1.3 SAFETY ASSESSMENT

- .1 Perform site specific safety hazard assessment related to project.

1.4 MEETINGS

- .1 Schedule and administer Health and Safety meeting with Departmental Representative Authorized Personnel prior to commencement of Work.

1.5 GENERAL REQUIREMENTS

- .1 Develop written site-specific Health and Safety Plan based on hazard assessment prior to beginning site Work and continue to implement, maintain, and enforce plan until final demobilization from site. Health and Safety Plan must address project site conditions as represented in supplementary information.
- .2 Departmental Representative may respond in writing, where deficiencies or concerns are noted and may request re-submission with correction of deficiencies or concerns.
- .3 All personnel entering the site area shall be equipped with steel-toed work boots, hard hats, hearing protection, high visibility clothing, and safety glasses as required by the Occupational Health and Safety ACR and used on site at all times.
- .4 Workers shall be equipped with appropriate personal protective equipment. All workers on site must use or wear such equipment as to limit exposure to hazardous materials if they are encountered.
- .5 High visibility safety vests shall be worn by all site workers.
- .6 Avoid skin contact and inhalation of hydrocarbon products.
- .7 All hydrocarbon contaminated clothing should be properly disposed of.
- .8 Shore and brace excavated slopes and banks according to applicable regulations.
- .9 Ensure no personnel enter excavated area(s) without appropriate shoring, bracing, and access/egress systems in place.

1.6 FIRE AND EXPLOSION PREVENTION

- .1 All workers must take precautions to eliminate all potential sources of ignition from the site area including non-explosion-proof electrical and internal combustion equipment.
- .2 Fires and burning of waste or materials are not permitted on-site.
- .3 Prevent accumulation of vapours at ground level.
- .4 Report fires immediately by fastest means possible, report all fires incidents to the Departmental Representative and local fire facilities.

- .5 Maintain fire extinguishers in sufficient quantity to protect all site workers.
- .6 Smoking is not permitted on work site.

1.7 RESPONSIBILITY

- .1 Be responsible for health and safety of persons on site, safety of property on site and for protection of persons adjacent to site and environment to extent that they may be affected by conduct of Work.
- .2 Comply with and enforce compliance by employees with safety requirements of Contract Documents, applicable federal, territorial and local statutes, regulations, and ordinances, and with site-specific Health and Safety Plan.

1.8 COMPLIANCE REQUIREMENTS

- .1 Comply with Canada Labour Code, Canada Occupational Safety and Health Regulations.

1.9 UNFORSEEN HAZARDS

- .1 When unforeseen or peculiar safety-related factor, hazard, or condition occur during performance of Work, follow procedures in place for Employee's Right to Refuse Work in accordance with Acts and Regulations having jurisdiction and advise Departmental Representative verbally immediately and in writing within one (1) day.

1.10 HEALTH AND SAFETY CO-ORDINATOR

- .1 Employ and assign to Work, competent and authorized representative as Health and Safety Co-ordinator. Health and Safety Co-ordinator must:
 - .1 Have site-related working experience specific to activities associated with hydrocarbon contaminated soil.
 - .2 Have working knowledge of occupational safety and health regulations.
 - .3 Be responsible for completing Contractor's Health and Safety Training Sessions and ensuring that personnel not successfully completing required training are not permitted to enter site to perform Work.
 - .4 Be responsible for implementing, enforcing daily and monitoring site-specific Contractor's Health and Safety Plan.
 - .5 Be on site during execution of Work.

1.11 POSTING OF DOCUMENTS

- .1 Ensure applicable items, articles, notices and orders are posted in conspicuous location on site in accordance with Acts and Regulations having jurisdiction, and in consultation with Departmental Representative.

1.12 CORRECTION OF NON-COMPLIANCE

- .1 Immediately address health and safety non-compliance issues identified by authority having jurisdiction or by Departmental Representative.
- .2 Provide Departmental Representative with written report of action taken to correct non-compliance of health and safety issues identified.
- .3 Departmental Representative or Departmental Representative's Authorized Personnel may stop Work if non-compliance of health and safety regulations is not corrected.

1.13 WORK STOPPAGE

- .1 Give precedence to safety and health of public and site personnel and protection of environment over cost and schedule considerations for Work.
- .2 The contractor is assigned the responsibility and obligation to stop and start Work when, at the health and safety coordinator's discretion, it is necessary or advisable for reasons of health and safety. The Departmental Representative or Departmental Representative's Authorized Personnel may also stop Work for health and safety considerations.

1.14 MEASUREMENT OF PAYMENT

- .1 All direct costs for the site specific health and safety plan are to included in the lump sum price for item 01 35 29.06, as indicated in the Basis of Payment Schedule.
- .2 Except as otherwise indicated, work under this section will not be measured. Include all costs in Item 00 11 21 of BOPC-1, Balance of Project Costs in the Basis of Pricing Schedule. Indicate the cost of this work as a separate line item in the Cost Work Breakdown Structure as specified in Section 01 33 00 – Submittal Procedures.

Part 2 Products

2.1 NOT USED

- .1 Not used.

- Part 3 Execution**
- 3.1 NOT USED**
- .1 Not used.

END OF SECTION

Part 1 General

.1 Definitions:

- .1 Environmental Pollution and Damage: presence of chemical, physical, biological elements or agents which adversely affect human health and welfare; unfavourably alter ecological balances of importance to human life; affect other species of importance to humankind; or degrade environment aesthetically, culturally and/or historically.
- .2 Environmental Protection: prevention/control of pollution and habitat or environment disruption during construction. Control of environmental pollution and damage requires consideration of land, water, and air; biological and cultural resources; and includes management of visual aesthetics; noise; solid, chemical, gaseous, and liquid waste; radiant energy and radioactive material as well as other pollutants.

1.2 ACTION AND INFORMATIONAL SUBMITTALS

- .1 Provide submittals in accordance with Section 01 33 00 - Submittal Procedures.

1.3 FIRES

- .1 Fires and burning of rubbish on-site not permitted.

1.4 SITE CLEARING AND PLANT PROTECTION

- .1 Minimize impact to topsoil and vegetation of adjacent lands.

1.5 POLLUTION CONTROL

- .1 Control emissions from equipment to local authorities' emission requirements.
- .2 Wet down dry materials to prevent blowing dust and debris as possible. Provide dust control for roads utilized for site access as directed by Departmental Representative Authorized Personnel.

1.6 NOTIFICATION

- .1 Departmental Representative will notify Contractor in writing of observed noncompliance with Federal, Territorial or Municipal environmental laws or regulations, permits.
- .2 Contractor: after receipt of such notice, inform Departmental Representative of proposed corrective action and take such action for approval by Departmental Representative.
 - .1 Do not take action until after receipt of written approval by Departmental Representative.
- .3 Departmental Representative will issue stop order of work until satisfactory corrective action has been taken.

- .4 No time extensions granted or equitable adjustments allowed to Contractor for such suspensions.

1.7 HAZARDOUS MATERIAL DISCOVERY

- .1 Stop Work immediately and notify Departmental Representative upon discovery of following materials during course of Work:
 - .1 Unknown and/or potentially hazardous substances.
- .2 Work at site may involve contact with:
 - .1 PHC (petroleum hydrocarbon) impacted soils.
 - .2 Hazardous liquids and petroleum based liquids.

1.8 OTHER ITEMS OF DISCOVERY

- .1 Stop Work immediately and notify Departmental Representative upon discovery of following items during course of Work:
 - .1 Items that may have archaeological, cultural or scientific significance.

1.9 MEASUREMENT OF PAYMENT

- .1 Except as indicated above, work under this section will not be measured. Include all costs in Item 00 11 21 of BOPC-1, Balance of Project Costs in the Basis of Pricing Schedule. Indicate the cost of this work as a separate line item in the Cost Work Breakdown Structure as specified in Section 01 33 00 – Submittal Procedures.

Part 2 Products

2.1 NOT USED

- .1 Not Used.

Part 3 Execution

- .1 Not Used.

END OF SECTION

Part 1 General

1.1 GENERAL

- .1 Provide all labour, equipment and materials, and performance of all Work necessary for mobilization to, and demobilization from site.
- .2 Mobilization to include transportation to site of Contractor's labour, equipment, materials, and assembling, erecting, and preparing site in readiness to start Work, all in accordance with Contractor's Schedule.
- .3 Demobilization to include dismantling and removal from site, of all Contractor's equipment, facilities and materials, waste resulting from cleanup of site and transportation of labour from site.
- .4 Decontaminate and clean all equipment used on the Project prior to demobilization.
- .5 Do not mobilize to the site without written authorization from the Departmental Representative.
- .6 Summarize the proposed mode, route, equipment, labour and all other requirements for the mobilization and demobilization of all required equipment, materials, waste and personnel to complete the remediation of the project, as indicated in these specifications, in a Mobilization and Demobilization Plan. Submit the Mobilization and Demobilization Plan to the Departmental Representative a maximum of five (5) days after contract award.
- .7 All mobilization and demobilization methods to comply with the requirements of all applicable codes, standards, guidelines and permits, approvals and/or authorizations.
- .8 A Post-Demobilization site visit will be required as part of the Post-Demobilization Inspection. Once demobilization is completed, Departmental representative will request a Post-Demobilization inspection of Work by Departmental Representative Authorized Personnel and Contractor. If Work is deemed incomplete, complete outstanding items and request re-inspection.

1.2 SUBMITTALS

- .1 Submit Mobilization and Demobilization Plan in accordance with Section 01 33 00 – Submittal Procedure for review by Departmental Representative.
- .2 Submit to Departmental Representative, one (1) electronic copy of the Mobilization and Demobilization Plan, five (5) days after contract award.

1.3 MEASURE OF PAYMENT

- .1 All costs for Mobilization to site of all equipment and materials, including the submission of the Mobilization and Demobilization Plan, are to be included in the Lump Sum price for Mobilization Item 01 53 00-1, as indicated in the Basis of

Pricing Schedule. The lump sum price for mobilization is to include all labour, equipment, materials, meals, accommodation, flights and any other costs necessary to undertake work required.

.2 All costs for Demobilization from site of all equipment, facilities, materials and waste are to be included in the Demobilization Item 01 53 00-2 , as indicated in the Basis of Pricing Schedule..

.3 Except as otherwise indicated, work under this section will not be measured. Include all costs in Item 00 11 21 BOPC-1, Balance of Project Costs in the Basis of Pricing Schedule. Indicate the cost of this work as a separate line item in the Cost Work Breakdown Structure as specified in Section 01 33 00 – Submittal Procedures.

1.4 NOT USED

.1 Not Used.

Part 2 Execution

.1 Not Used.

END OF SECTION

Part 1 General

1.1 INSTALLATION AND REMOVAL

- .1 Provide temporary controls in order to execute Work expeditiously.
- .2 Remove from site all such temporary controls after use.

1.2 GUARD RAILS AND BARRICADES

- .1 Provide secure, rigid guard rails and barricades around deep excavations, open shafts.

1.3 ACCESS TO SITE

- .1 Provide and maintain access roads, ramps and construction runways as may be required for access to Work.

1.4 PUBLIC TRAFFIC FLOW

- .1 Provide and maintain competent signal flag operators, traffic signals, barricades and flares, lights, or lanterns as required to perform Work and protect public.

1.5 FIRE ROUTES

- .1 Maintain access to property including overhead clearances for use by emergency response vehicles.

1.6 PROTECTION FOR OFF-SITE AND PUBLIC PROPERTY

- .1 Protect surrounding private and public property from damage during performance of Work.
- .2 Be responsible for damage incurred.

1.7 WASTE MANAGEMENT AND DISPOSAL

- .1 Separate waste materials for reuse and recycling as possible/applicable.

1.8 MEASUREMENT OF PAYMENT

- .1 Except as otherwise indicated, work under this section will not be measured. Include all costs in Item 00 11 21 BOPC-1, Balance of Project Costs in the Basis of Pricing Schedule. Indicate the cost of this work as a separate line item in the Cost Work Breakdown Structure as specified in Section 01 33 00 – Submittal Procedures.

Part 2 Products

2.1 NOT USED

.1 Not Used.

Part 3 Execution

3.1 NOT USED

.1 Not Used.

END OF SECTION

Part 1 General

1.1 ADMINISTRATIVE REQUIREMENTS

- .1 Acceptance of Work Procedures:
 - .1 Contractor's Inspection: Contractor and all Subcontractors shall conduct inspection of Work, identify deficiencies and defects, and repair as required to conform to Contract Documents.
 - .1 Notify Departmental Representative in writing of satisfactory completion of Contractor's inspection and submit verification that corrections have been made.
 - .2 Notify Departmental Representative at least three (3) days in advance of inspection.
 - .2 Departmental Representative Inspection:
 - .1 Departmental Representative, Departmental Representative's Authorized Personnel, and Contractor to inspect Work and identify defects and deficiencies. Complete a closeout inspection form for signage by all in attendance.
 - .2 Contractor to correct Work as directed.
 - .3 Substantial Completion Inspection: Departmental Representative and Contractor will perform inspection of Work to identify obvious defects or deficiencies. Contractor shall correct Work accordingly.
 - .4 Substantial Completion: Submit written certificates that tasks have been performed as follows:
 - .1 Work: completed and inspected for compliance with Contract Documents.
 - .2 Defects: corrected and deficiencies completed.
 - .3 Work is completed and ready for Final Inspection.
 - .5 Final Inspection: when items noted above are completed, request final inspection of Work by Departmental Representative and Contractor. If Work is deemed incomplete by the Departmental Representative, complete outstanding items and request re-inspection.
 - .6 Post-Demobilization Inspection: once demobilization is completed, Departmental representative will request a Post-Demobilization inspection of Work by Departmental Representative and Contractor. If Work is deemed incomplete by the Departmental Representative, complete outstanding items and request re-inspection.
 - .7 Declaration of Final Completion: when Departmental Representative consider deficiencies and defects have been corrected and it appears requirements of Contract have been substantially performed, make application for certificate of Final Completion.
 - .8 Submit Close out report

1.2 FINAL CLEANING

- .1 Remove surplus materials, excess materials, rubbish, tools and equipment.

1.3 MEASURE OF PAYMENT

- .1 Except as otherwise indicated, work under this section will not be measured. Include all costs in Item 00 11 21 of BOPC-1, Balance of Project Costs in the Basis of Pricing Schedule. Indicate the cost of this work as a separate line item in the Cost Work Breakdown Structure as specified in Section 01 33 00 – Submittal Procedures.

Part 2 Products

2.1 NOT USED

Part 3 Execution

3.1 NOT USED

END OF SECTION

Part 1 General

1.1 Definitions

- .1 Hydrocarbon impacted soil is defined as soils containing concentrations exceeding the Canadian Council Minister of the Environment (CCME) Agricultural Land (AL) guidelines of any or all of the contaminants listed as follows:
- Benzene, ethylbenzene, and hydrocarbon fractions in soils
- .2 Contaminated Soil is defined as hydrocarbon impacted soil areas at the LTU area as identified on the Drawings.

1.2 Quality Assurance

- .1 Qualifications
- .1 Be thoroughly familiar with and knowledgeable about existing site conditions, scope of work and requirements of the Specification.
- .2 Contractor's personnel trained as described in this Section are to instruct and direct all workers with respect to the waste management procedures and labour and safety practices to be followed in carrying out the work.
- .3 Provide workers, Department Representative and Department Representative's staff when required with protection appropriate to the potential type and level of exposure. Establish specific safety protocols in the Site Specific Health and Safety Plan.

1.3 Site Conditions

- .1 Suspend all work on site whenever weather conditions become unacceptable for the safe decommissioning of the LTU, soil excavation or backfilling, or otherwise performing the Work to conform with this specification.
- .2 Prior to the commencement of the Work, make sure to remove all hazardous debris, snow, ice, standing water from the excavation areas.
- .3 Prior and during excavation of contaminated soil, make sure the excavation is stable and maintained in this manner, and allow for the dewatering of shallow groundwater areas or surficial water ingress to the excavation, as directed by the Departmental Representative's Authorized Personnel.

1.4 Protection

- .1 All Work performed must be in accordance with the environmental protection measures specified in Section 01 35 43.
- .2 Any discharging of water resulting from the dewatering of excavation areas must be in accordance with Section 01 35 43 Environmental Procedures and Section 01 35 13.43 Special Project Procedures for Contaminated Sites.

1.5 Measure of Payment

- .1 The excavation of contaminated soil from the LTU Area will be measured for payment by the cubic metre (m3) of contaminated soil as determined from waybill-confirmed measurements upon disposal and provided for review/approval. Cost for this specification includes all items associated with excavation, loading, hauling and disposal at an accepting facility of impacted soil from the LTU Item 02 55 13 -1 of the Basis of Pricing Schedule.
- .2 No extra payment will be made for soil removed from beyond the specified limits of excavation, unless such removal has been specifically directed by the Departmental Representative or Departmental Representative's Authorized Personnel. The volume of contaminated soil excavation beyond the specified limits that have been approved by Departmental Representative will be determined by disposal waybill method.
- .3 Except as otherwise indicated, work under this section will not be measured. Include all costs in Item 00 11 22 BOPC-1, Balance of Project Costs in the Basis of Pricing Schedule. Indicate the cost of this work as a separate line item in the Cost Work Breakdown Structure as specified in Section 01 33 00 – Submittal Procedures.

Part 2 Products

2.1 ENVIRONMENTAL PROTECTION SUPPLIES

- .1 Environmental Protection Supplies: as per Section 01 35 43 – Environmental Procedures.

Part 3 Execution

3.1 CONTAMINATED SOIL EXCAVATION

- .1 A description of the soil conditions at the estimated excavation locations for the LTU are described as a mixture of sandy and silty clays, and glacial tills. This description is for general information purposes only and may not represent all the soil conditions that will be encountered during excavation.
- .2 The area for soil excavation will be generally located on the north-west corner and middle of the LTU. (See Figure 1).
- .3 Previous studies as provided in the "Supplementary Information" have identified at the LTU Area benzene, ethylbenzene, and hydrocarbon fractions in soils exceeding the criteria set out in the Canadian Council Minister of the Environment (CCME) Agricultural Land (AL) guidelines. The Contractor shall review all of the Supplementary Information. The Contractor's price for soil excavation and disposal must include an estimated 1000 m3 of contaminated soils.
- .4 The Contractor is responsible to ensure that all contaminated soil identified by the Departmental Representative Authorized Personnel within the LTU Area above CCME Agricultural Land guidelines is excavated and disposed of at an accepting facility. When the excavation approaches the suspected boundary where

concentrations of regulated parameters are less than CCME Agricultural Land guidelines, verification samples will be collected by the Departmental Representative's Authorized Personnel for analytical testing. It is proposed to perform the verification sampling in sequential stages around the perimeter and base of the excavation such that standby time is minimized. The Departmental Representative is responsible for all costs associated with sample collection and analytical testing and written reporting of verification testing results.

- .1 The Contractor shall allow for two (2) days for rush analysis results of confirmation of closeout samples.

END OF SECTION

Part 1 General

1.1 SUBMITTALS

- .1 Provide submittals in accordance with Section 01 33 00 - Submittal Procedures.

1.2 REQUIREMENTS

- .1 Shore and brace excavations, protect slopes and banks and perform work in accordance with applicable regulations.
- .2 Health and Safety Requirements: construction occupational health and safety in accordance with Section 01 35 29.06 - Health and Safety Requirements.

1.3 PROTECTION

- .1 Prevent damage to benchmarks, existing buildings, surface or underground service or utility lines which are to remain. Immediately repair any damage to the above or replace the above in the event of damage, at no cost to Departmental Representative.
- .2 Protect natural and man-made features required to remain undisturbed as indicated by Departmental Representative or Authorized Personnel.
- .3 Environmental protection measures are to be in accordance with the requirements specified in Section 01 35 43 - Environmental Procedures.

1.4 MEASURE OF PAYMENT

- .1 Except as otherwise indicated, work under this section will not be measured. Include all costs in Item 00 11 21 of BOPC-1, Balance of Project Costs in the Basis of Pricing Schedule. Indicate the cost of this work as a separate line item in the Cost Work Breakdown Structure as specified in Section 01 33 00 – Submittal Procedures.

Part 2 Products

2.1 MATERIALS

- .1 Fill Materials for the LTU excavation is to consist of non-contaminated soil materials with same approximate physical properties as excavated soil materials. Fill will be sourced from within the LTU existing footprint.
- .2 Typical soil conditions encountered during the Work will be silty and sandy clays, mixed loam and glacial till, as described in the Tender Package supporting documents.

Part 3 Execution

3.1 PREPARATION

- .1 Keep excavations clean, free of standing water, and loose soil.

3.2 CLEARING AND GRUBBING

- .1 Remove exposed boulders and debris.
- .2 Pile boulders in a common area, as determined acceptable by the Departmental Representative's Authorized Personnel, which will not impede future access/function of the site.
- .3 Dispose of cleared non-organic debris off site at an appropriate accepting facility.
- .4 Organic grubbed plant material will be integrated into the soils to be spread within the LTU footprint.

3.3 EXCAVATION OF NON-IMPACTED SOILS and LINER REMOVAL

- .1 Establish lines and levels, locate and lay out, by instrumentation.
- .2 Strip those soils that meet applicable CCME Agricultural criteria as determined by Departmental Representative Authorized Personnel, from the LTU.
 - .1 Stockpile stripped soils within the former North LTU footprint for later spreading within entire North and South LTU footprint or for backfilling use on site.
- .3 Excavate LTU berms to level surface.
- .4 Excavate soil as required to carry out LTU HDPE Liner and Sump infrastructure removal work.
 - .1 As possible, do not disturb soil or rock below LTU liner.
 - .2 Remove HDPE LTU Liner and dispose of at a licensed accepting facility as appropriate.
 - .3 Excavate sump gravel as possible and dispose of at licensed accepting facility as appropriate.
 - .4 Notify Departmental Representative or Departmental Representative's Authorized Personnel when excavations are complete.
- .5 Stake LTU footprint for grading elevation for performance/aesthetics equal to surrounding landscape.

3.4 BACKFILLING OF SUMP AREA

- .1 Backfilling of the LTU Sump area shall be completed in a manner which restores the site surface to similar topographical and drainage performance of adjacent land, with the addition of surplus material to approximately 300 mm above conforming surrounding elevations to allow for future settlement.

- .2 Placing:
 - .1 Place soil backfill, for the LTU Sump area, in 300 mm lifts: Each lift shall be packed with on-site excavator bucket prior to placement of the next lift.
 - .2 Compact each layer to maximum field density.
 - .3 Do not compact final lift used to achieve approximate 300mm elevation above surrounding elevation.

3.5 GRADING

- .1 Grade the excavated non-impacted soils and berm soils within the LTU footprint so as to have the new elevations conform to similar topographical and drainage performance, as approved by the Departmental Representative's Authorized Personnel.
 - .1 Grade to be gradual and aesthetically conform to the surrounding landscape.
 - .2 Grading for the LTU will conform to pre-existing drainage performance.
 - .3 Grading elevations to be staked by instrumentation.

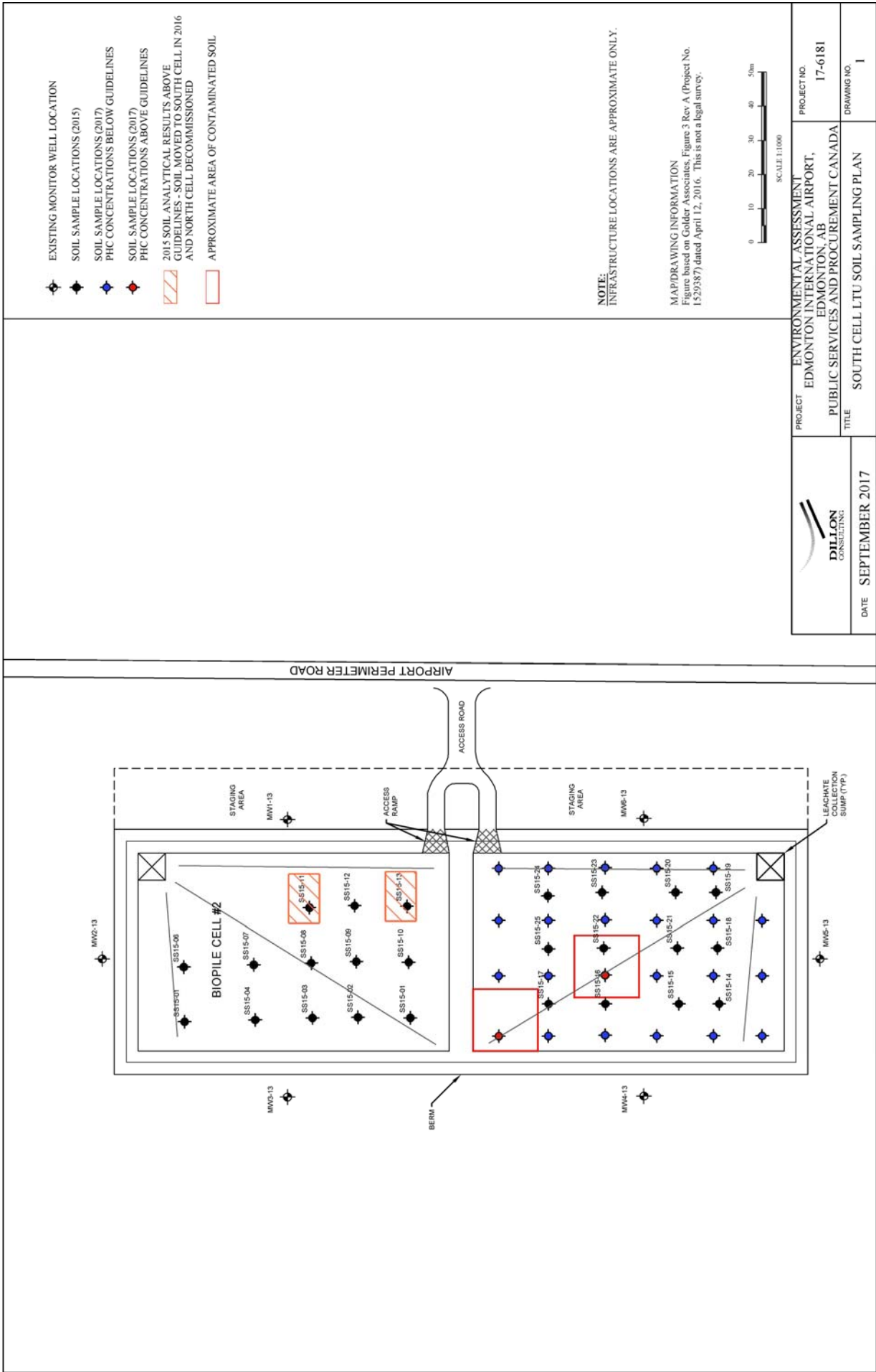
3.6 CLEANING

- .1 On completion and verification of performance of installation, remove surplus materials, excess materials, rubbish, tools and equipment.

END OF SECTION

ANNEXE E – DIAGRAMME DU SITE

Voir ci-joint.



ANNEXE F – RAPPORT DES ACTIVITÉS DE SURVEILLANCE SUIVANT LES MESURES CORRECTIVES

Voir ci-joint.